

## AKTUELL

MAINTIEN EN SERVICE DE DOEL 1 ET DOEL 2

# Une histoire belge

Richard Graf

**Comprendra qui voudra : la justice européenne constate l'illégalité de deux centrales nucléaires belges, mais se prononce quand même en faveur de leur maintien en service.**

En 2015, les deux asbl Inter-Environnement Wallonie et Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen avaient saisi la Cour constitutionnelle de Belgique d'un recours en annulation contre une nouvelle loi permettant la prolongation de l'activité des deux centrales nucléaires Doel 1 et Doel 2, situées au bord de l'Escaut, à proximité d'Anvers et de la frontière avec les Pays-Bas. Cette loi amendait le calendrier d'arrêt progressif de toutes les centrales nucléaires belges après 40 années d'exploitation, décidé en 2003.

Comme d'autres pays européens, la Belgique s'apprêtait à l'époque à sortir du nucléaire, mais n'avait de fait depuis lors lancé aucun programme de substitution pour s'approvisionner en électricité via d'autres sources. En conséquence, lorsque les premières centrales ont atteint l'âge fatidique de 40 ans en 2015, la dépendance aux centrales nucléaires n'avait pratiquement pas baissé.

Il a alors été décidé de prolonger la durée de vie des centrales en les modernisant. Ce qui a été contesté par les deux organisations écologiques. Elles critiquaient notamment le fait que ces modernisations - par ailleurs très discutables - n'étaient pas soumises aux mêmes procédures existant pour de nouvelles centrales comme prévu, par exemple, par la convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, par la convention d'Aarhus sur la participation du public en matière d'environnement et par la directive concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement dite « convention EIE ».

La Cour constitutionnelle de Belgique a alors demandé à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) d'analyser « si l'adoption d'une loi prolongeant la durée de la production industrielle d'électricité par des centrales nucléaires requiert des évaluations des incidences sur l'environnement ».

L'arrêt prononcé ce lundi par la CJUE donne bien raison aux associations plaignantes : « Les travaux réalisés sur les deux centrales (...) destinés à les moderniser et à garantir le

respect des normes actuelles de sécurité sont de nature à affecter la réalité physique des sites concernés. » La CJUE statue par ailleurs que « ce projet doit être considéré comme étant d'une ampleur comparable, en termes de risques d'incidences environnementales, à celui de la mise en service initiale des centrales. Par conséquent, un tel projet doit impérativement être soumis à l'évaluation de ses incidences environnementales », prévue par la même directive EIE.

De plus, les centrales en question étant situées à proximité de la frontière belgo-néerlandaise, « un tel projet doit également être soumis à la procédure d'évaluation transfrontière ». Ces évaluations auraient dû intervenir avant l'adoption de la loi prolongeant la durée de vie des centrales en cause.

## Des centrales illégales

La CJUE constate donc que la prolongation de Doel 1 et Doel 2 était bel et bien illégale. Mais elle estime en même temps que la juridiction belge peut exceptionnellement maintenir les centrales en fonctionnement, « si ce maintien est justifié par des considérations impérieuses liées à la nécessité d'écarter une menace réelle et grave de rupture de l'approvisionnement en électricité (...) à laquelle il ne pourrait être fait face par d'autres moyens et alternatives ». Ce maintien en service exceptionnel ne devrait cependant couvrir que « le laps de temps strictement nécessaire pour remédier à cette illégalité ».

Autrement dit : bien que le pouvoir public belge ait effectivement oublié de veiller à l'approvisionnement en électricité alternatif pendant plus de 15 ans, ce même pouvoir public peut donc maintenir en service des centrales illégales et prendre tout son temps pour réaliser les enquêtes et autres démarches a posteriori. En invoquant des besoins économiques « impérieux », cette jurisprudence européenne risque de rendre dorénavant caduc le principe même que des enquêtes environnementales doivent être menées avant d'autoriser la construction ou la modernisation d'ouvrages industriels.

## SHORT NEWS

## Tödlicher Umweltaktivismus

(is) - Im Jahr 2018 wurden weltweit mindestens 164 Umwelt- und Landrechteaktivist\*innen getötet. Das geht aus einer kürzlich veröffentlichten Studie der NGO „Global Witness“ hervor. Während die Anzahl an Morden in Brasilien seit 2012 kontinuierlich sinkt, steigt sie in Ländern wie den Philippinen (30) oder Guatemala (16) leicht an. Das letztgenannte Land gilt als das für Aktivist\*innen gefährlichste. Die meisten Morde gab es auf den Philippinen. Generell gehören die Opfer oft indigenen Bevölkerungsgruppen an und sind Menschen aus der Zivilgesellschaft, die ihren Lebensraum gegen die Ausbeutung durch Industrie und Staat verteidigt haben. Aufgeschlüsselt nach Sektor, traf es vor allem Aktivist\*innen im Bereich der Berg- und Abbauindustrie (43), der Agrar- und Ernährungswirtschaft (21) sowie des Wasser- und Dammsektors (17). In 40 Mordfällen soll es Verbindungen zu staatlichen Sicherheitskräften geben. In weiteren 40 Fällen werden private Auftragsmörder\*innen und Landbesitzer\*innen verdächtigt. Die NGO betont, dass es sich bei den Daten um ungefähre Angaben handelt. Aufgrund restriktiver Pressegesetze und der fehlenden Dokumentierung von Mordfällen in verschiedenen Regionen sei es schwer, genaue Zahlen zu liefern.

## L'essentiel Radio au nom du pluralisme ?

(rg) - L'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (Alia) vient d'attribuer le réseau d'émission n° 2 au projet « L'essentiel Radio ». Le seul concurrent était le projet AirFM 24. L'Alia avance qu'un des aspects importants pris en compte tient au pluralisme des médias au Luxembourg, mais conclut que « la candidature de L'essentiel Radio s'est imposée ». Si la permission avait été accordée au nouveau service proposé par AirFM 24, l'offre de programmes existante aurait effectivement été élargie. Mais l'Alia indique n'avoir pas pu déceler « d'éléments (...) qui auraient démontré dans quelle mesure le nouveau programme se distinguerait par rapport à l'offre radiophonique existante ». L'attribution du réseau à L'essentiel Radio, par contre, lui donne surtout la possibilité d'élargir sa couverture, alors que le concept et la ligne éditoriale seront maintenus. Élargir un service existant sans le changer apporterait donc plus de pluralisme qu'en créer un nouveau. Comme par ailleurs AirFM 24 s'appuie beaucoup sur « l'engagement bénévole de quelques passionné-e-s », l'Alia s'inquiète de sa longévité, alors que L'essentiel Radio « peut se targuer d'une structure sociétale solide apte à garantir la pérennité de son projet ». Faut-il rappeler que des quatre réseaux créés en 1991, un s'est cassé la gueule (DNR) et deux autres n'ont survécu que parce qu'ils se sont fait racheter par respectivement Saint-Paul et RTL - vive le pluralisme ! Seule Radio Ara a su se maintenir depuis 27 ans... grâce, justement, à « l'engagement bénévole de quelques passionné-e-s ».

online

## Rout Bréck, Gerechtigkeit und viele Bücher

Neben der Printausgabe publizieren wir regelmäßig neue Artikel auf woxx.lu, hier einige Highlights dieser Woche:

**Petition: Mehr Gerechtigkeit für Alleinerziehende** Das Collectif Monoparental fordert in einer öffentlichen Petition, alleinerziehende Familien rückwirkend auf den 1. Januar 2018 der Steuerklasse 2 zuzuordnen. [woxx.eu/monoparental](http://woxx.eu/monoparental)

**Stiftung Lesen: Verschenkaktion sorgt für Stunk** Die Stiftung Lesen will zum Weltkindertag zusammen mit Amazon, Hugendubel und Thalia eine Million Märchenbücher verschenken. Die kleinen Buchhandlungen bleiben außen vor. [woxx.eu/1miobuecher](http://woxx.eu/1miobuecher)

**Fahrradfahren in Luxemburg: Vier Tote zwischen 2016 und 2018** 189 Unfälle mit insgesamt vier Toten in nur drei Jahren - das ist die traurige Bilanz des Statec über das Fahrradfahren in Luxemburg. [woxx.eu/fahrradtote](http://woxx.eu/fahrradtote)

**Le pont rouge vu de l'intérieur** Une visite à l'intérieur du pont Grande-Duchesse Charlotte. Notre galerie de photos montre des parties normalement non accessibles au public. [woxx.eu/routbreck](http://woxx.eu/routbreck)